



Convention sur les armes à sous-munitions
7^{ème} Réunion des Etats parties (Genève, 4 au 6 septembre 2017)

Intervention prononcée par M. Yves Marek,
Ambassadeur, Secrétaire général de la Commission nationale
pour l'élimination des mines antipersonnel (CNEMA)

Affaires financières

Monsieur le Président,

Je vous remercie, ainsi que les coordinateurs de la Suisse et de la Bosnie-Herzégovine, pour leur travail précieux réalisé sur la question du financement de l'unité d'appui à la mise en œuvre de notre convention et leurs propositions afin d'améliorer le dispositif existant.

La France attache une grande importance à la mise en œuvre de la Convention, à sa crédibilité et à son fonctionnement. Elle est consciente de la nécessité de disposer d'une unité d'appui à la mise en œuvre effective et efficace pour suivre toutes les questions relatives à l'application de notre Convention.

Tout d'abord, nous souhaitons à nouveau souligner l'impossibilité pour la France d'accepter la création d'un mécanisme de contributions obligatoires, dès lors qu'il n'est pas prévu par les dispositions de la convention ratifiée par notre Parlement, d'une part ; et la nécessité de préserver le consensus sur les questions budgétaires, d'autre part.

Monsieur le Président,

Il ne faut pas pour autant relâcher les efforts. La France encourage systématiquement les deux présidents des conventions sur les armes à sous-munitions et sur les mines antipersonnel à mener une réflexion en vue de renforcer les synergies et la mise en commun des moyens des deux unités d'appui.

A cet égard, la France tient à remercier les deux présidences pour leurs efforts menées afin de permettre la mise en place d'initiatives conjointes, en faveur de synergies croissantes en termes de dépollution des zones contaminées et d'assistance aux victimes.

Il convient également de poursuivre la rationalisation et l'optimisation des coûts des unités d'appui à la mise en œuvre. A ce titre, ma délégation estime opportun de considérer la complémentarité des deux unités d'appui en termes de ressources humaines.

Nous constatons qu'un certain nombre de dispositions des deux conventions sont de nature similaire, ce qui entraîne logiquement une similitude des tâches assumées par les unités d'appui - très justement relevé dans le rapport des coordinateurs - , notamment l'appui technique destiné aux Etats, afin de les soutenir dans le respect de leurs obligations.

Dans cette perspective, la rationalisation et la mutualisation de certaines activités communes aux deux unités d'appui constituerait un premier axe d'effort. Cela permettrait d'éviter une multiplication des efforts pour améliorer le soutien apporté aux Etats, d'une part, et d'identifier d'éventuelles opportunités de réduction de la masse salariale dans une logique de rééquilibrage budgétaire, d'autre part. Cette mise en commun de certaines ressources humaines permettrait de ramener la part consacrée aux dépenses du personnel à un niveau plus conforme aux standards habituels. Naturellement, cette mise en commun serait conduite sans préjudice du maintien de niveau de compétence et d'efficacité qui prévaut aujourd'hui et du maintien de deux unités d'appui et de deux directeurs distincts.

La France continuera d'encourager à rechercher et à proposer des pistes de synergies croissantes, dans le cadre d'une approche progressive, mais réaliste, avec leur mise en œuvre dans les meilleurs délais.

Je vous remercie./

Mister President,

I thank you, as well as the coordinators of Switzerland and Bosnia and Herzegovina, for their valuable work on the funding of the support unit for the implementation of our convention and their proposals to improve the existing system.

France attaches great importance to the implementation of the Convention, its credibility and its functioning. We are aware of the need for an effective and efficient support unit to monitor all matters relating to the implementation of our Convention.

First of all, we wish once again to stress the impossibility for France to accept the creation of a mechanism for mandatory contribution, since, on one hand, it is not provided for by the provisions of the Convention ratified by our Parliament; and on the other hand, because of the need to maintain consensus on budgetary issues.

Mister President,

However we should not relax our efforts. France systematically encourages the two presidents of the conventions on cluster munitions and antipersonnel mines to reflect on ways to strengthen synergies and pool the resources of the two support units.

In this regard, France wishes to thank the two presidencies for their efforts to enable joint initiatives, in favor of increasing synergies in terms of clean-up of contaminated areas and assistance to victims.

The rationalization and optimization of the costs of the implementation support units should also continue. As such, my delegation considers it appropriate to examine further the complementarity of the two support units in terms of human resources. We note that a number of the provisions of the two Conventions are of a similar nature, which logically leads to a similarity of the tasks assumed by the support units - quite rightly noted in the Coordinators' report - including technical support to States, in order to help them in fulfilling their obligations.

In this perspective, the rationalization and the mutualization of certain activities common to the two support units would constitute a first axis of effort. This would help avoiding a multiplication of efforts to improve the support given to States on the one hand, and identifying possible opportunities to reduce the wage bill in line with a fiscal consolidation on the other hand. This pooling of certain human resources would allow the share of staff costs to be reduced to a level more in line with the usual standards. Naturally, this pooling would be carried out without prejudice to the level of competence and efficiency which prevails today and the maintenance of two support units and two separate directors.

France will continue to suggest and search ways of increasing synergies, and their implementation as quickly as possible, within the framework of a progressive but realistic approach.

Thank you./